



DEVELOP

Le Journal de Louvain Coopération

Louvain Coopération - Trimestriel - septembre 2017
Av. du Grand Cortil 15a - 1348 Louvain-la-Neuve - www.louvaincooperation.org

S
O
M
M
A
I
R
E

ZOOM SUR LE TERRAIN

DANS LE QUOTIDIEN DES ENFANTS
DES RUES DE KINSHASA
> page 3

EN IMAGES

L'ALPHABÉTISATION :
TOUR D'HORIZON DE NOS PROJETS
> pages 6 - 7

PARTENARIAT

DOUZE ANNÉES DE COLLABORATION
AU PÉROU
> page 13

DOSSIER

L'ALPHABÉTISATION :
UNE CLÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT

> pages 4-5



Rebondir...

Notre assemblée générale a approuvé les comptes de 2016. Ils se soldent par une perte de 846.171€ qui résulte principalement d'un engagement trop important de fonds auprès de nos partenaires empêchant l'ONG de matérialiser une série de cofinancements et de valorisations. Si ceci a été « bénéfique » à nos partenaires, cela a néanmoins réduit considérablement nos fonds propres.

Heureusement, la continuité des opérations n'est pas menacée grâce aux mesures urgentes qui ont été prises. A très court terme, elles visent à garantir que l'exercice 2017 ne sera pas en perte. Ceci passe notamment par une baisse des charges d'exploitation et par des efforts en matière de ressources humaines.

Le conseil d'administration a par ailleurs confié à deux de ses membres la réalisation d'un audit institutionnel et financier dont les résultats ont permis au CA de prendre une première série de décisions importantes relatives à l'organisation de l'ONG. Ils constituent la base d'un plan d'actions en vue d'une réorganisation progressive des équipes du siège et du terrain. C'est ainsi que l'ONG se centrera dorénavant sur un nouveau département « Programmes » soutenu dans ses actions par un département « Supports ».

L'objectif de ce recentrage autour des programmes, couplé aux efforts des différentes équipes, est de pouvoir rebondir et accroître l'efficacité de notre organisation. Cela nous permettra de renforcer la qualité du travail mené avec nos quelques 140 partenaires en vue d'améliorer les conditions de vie des populations de nos zones d'intervention.

Saluons la mobilisation très forte des équipes de Louvain Coopération en vue de relever ce défi.



Marthe Nyssens
Présidente
du Conseil
d'Administration

FAIRE UN LEGS, UN GESTE D'AVENIR

En faisant un legs à Louvain Coopération, vous faites un geste pour vos proches mais, surtout, vous laissez derrière vous une trace indélébile. Saviez-vous que l'avantage fiscal grâce au legs en duo peut être considérable ? Vos héritiers paieront moins de droits de succession, étant donné que l'association les prendra à sa charge.

Vous voulez obtenir de plus amples renseignements ?

N'hésitez pas à consulter votre notaire ou contactez Louvain Coopération, pour un rendez-vous en toute discrétion ou pour recevoir une brochure d'informations détaillées sur les testaments et les legs en duo.



Louvain Coopération est membre de la campagne Testament.be. Celle-ci permet à tous de se familiariser avec le droit de succession. Vous pouvez recevoir gratuitement le guide du testament en vous rendant sur le site www.testament.be.

Pour toute information, veuillez prendre contact avec Marie Devreux (Responsable legs et testament pour Louvain Coopération) : mdevreux@louvaincooperation.org ou par téléphone au **010 390 305**.

SOKA FOR GOMA : LE SPORT AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ

Le collectif Soka for Goma, constitué de 5 étudiants belges, rêvait de se rendre dans la ville de Goma, en RDC, pour y construire un terrain de mini-foot. Par le biais du Fonds solidaire, Louvain Coopération et l'UCL ont décidé de soutenir ce beau projet en lui accordant une aide financière à hauteur de 4000 euros. Aujourd'hui, leur rêve est devenu réalité.

En juillet 2015, cinq étudiants de l'UCL rencontraient la population congolaise autour d'un match de football. Grâce à la convivialité du sport, ils ont partagé des moments privilégiés avec les habitants de Goma et ont constaté les nombreux manques dont souffre la grande majorité des habitants. Séduits par la joie de vivre des jeunes congolais, les cinq étudiants sont revenus deux ans plus tard avec un projet ambitieux : la construction d'un terrain de mini-foot.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de vous faire part de l'achèvement des travaux ! Après avoir nivelé le terrain, coffré la zone d'implantation et placé les fondations, la communauté locale et le groupe de Soka for Goma ont terminé la pose du revêtement en béton et le placement des goals en métal. De nombreux enfants peuvent dès à présent bénéficier de leur tout nouveau terrain de mini-foot !

La construction de ce terrain jouera un rôle essentiel au sein de cette communauté qui vit dans des conditions difficiles. Entre le climat

politique houleux, la récente éruption du volcan Nyiragongo et le manque d'encadrement pour les enfants et adolescents, le football devient un moyen d'échapper aux problèmes de la vie quotidienne et de resserrer les liens sociaux, le temps d'un match.

Nous tenons à saluer les valeurs au centre de cette démarche : respect, persévérance, entraide et dépassement de soi – des valeurs chères à Louvain Coopération et à l'Université catholique de Louvain. Espérons que ce terrain de mini-foot puisse aider la population de Goma à oublier, ne serait-ce qu'un instant, les conflits et la pauvreté.



Devlop'
Le journal de Louvain Coopération
N°5 – septembre 2017

Avenue du Grand Cortil 15a, 1348 Louvain-la-Neuve
tél: +32 010 390 300 fax: +32 010 390 319
info@louvaincooperation.org
www.louvaincooperation.org
TVA: BE 0422 717 486

Editeur resp.: Félix Vanderstricht
Rédaction: A. Ayrat, T. de Waha, T. Feron, C. Goosdeel, V. Henin, O. Merle, M. Nyssens, E. Stainier
Crédits photos: ADG, T. Feron, Game of Trails, D. Olewiki, C. Leclercq, M. Le Polain, S. Merle, S. Mpatha, M. Skylitsis, Q. Vò

Nous vivons sur une planète dont les ressources sont limitées. Pour cette raison toutes les publications de Louvain Coopération sont imprimées sur du papier pefc (programme européen de gestion durable des forêts) avec des encres végétales.





RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

PLUS DE 1000 ENFANTS SAUVÉS DE LA RUE

A Kinshasa, Louvain Coopération soutient un projet de « Réinsertion familiale des enfants dits de la rue ». Après deux années de travail acharné, ce sont plus de 1000 jeunes qui ont été mis à l'abri des dangers de la rue. Des résultats encourageants, même si le défi reste énorme.

Il y a trois ans, Louvain Coopération, avec l'aide de la Fondation Monsengwo et Entrepreneurs pour Entrepreneurs, a décidé de se lancer dans un défi de taille : soutenir et réinsérer les enfants des rues de Kinshasa. Sous ces trois mots des plus communs, « enfants des rues », se cache une réalité qui dépasse l'entendement : l'on estime à 25.000 le nombre d'enfants qui vivent dans les rues de la capitale congolaise. Ils ont fui leur famille suite aux mauvais traitements ou en ont été chassés après des accusations de sorcellerie.

Certains savent à peine marcher. D'autres, plus âgés, peuvent se débrouiller et vivre de petits boulots ou de larcins. Autour d'eux, les pièges de la rue sont omniprésents : drogue, prostitution et violences de toutes sortes peuvent devenir leur lot quotidien. Pour leur venir en aide, Louvain Coopération s'est d'abord associée à l'Œuvre de Reclassement et de Protection pour les Enfants de la Rue (ORPER), qui possède une grande expérience dans ce domaine.

« Une phase pilote a d'abord été mise en place, à partir d'avril 2015 », raconte Antoine Ketikila, consultant Louvain Coopération basé à Kinshasa. « Nous visions alors d'aider 250 enfants, et nous avons finalement réussi à en prendre 311 en charge ! » Suite à ces résultats, Louvain coopération

a décidé de poursuivre ce projet jusqu'en 2019 et d'y inclure deux autres structures socio-éducatives locales : Don Bosco Maison Papy et Ndako Ya Biso de la Communauté du Chemin Neuf.

Un toit et un avenir

Lorsqu'un enfant arrive à l'un des centres d'accueil, c'est tout un travail d'assistance psychologique qui se met en place. « Nous cherchons d'abord à satisfaire leurs besoins élémentaires : une douche, un repas, une nuit à l'abri, des soins de santé, éducation de base... Ces éléments créent un climat de confiance, qui nous permet d'entrer en contact avec l'enfant et de comprendre son histoire », explique encore Antoine.

« Une fois que l'équipe psycho éducative a rassemblé toutes les pièces du puzzle, différentes options s'offrent au jeune. On peut tenter une réunification avec la famille (la famille nucléaire ou plus éloignée), qui peut être soutenue financièrement par le projet (activités génératrices de revenus, crédits sur les logements...), ou plutôt diriger le jeune vers une famille d'accueil transitoire. Le projet veille également à ce que l'enfant soit rescolarisé ou, s'il est plus âgé, qu'il puisse apprendre un métier. »

Chaque enfant bénéficie également d'un accompagnement psychosocial en vue de mettre en

place pour lui et par lui un projet éducatif individuel. Le projet financé par Louvain Coopération est venu apporter et impulser cette dimension de prise en charge psychologique des enfants par la présence et l'implication effective d'un psychologue au sein de l'équipe des travailleurs sociaux.

Des structures spécialisées

Chacune des trois structures soutenues par Louvain Coopération est spécialisée dans un domaine : Ndako Ya Biso se concentre sur la réunification familiale et l'appui socio-économique aux familles ; ORPER développe la scolarisation des enfants, l'hébergement des cas sans repère parental et l'accompagnement psychologique. Enfin, Don Bosco Maison Papy est plus compétente dans la formation professionnelle des jeunes. Toutes trois travaillent en synergie afin d'apporter un encadrement complet et spécifique à chaque enfant. « On travaille au cas par cas. Chaque enfant, en fonction de son âge, de son parcours et de ses désirs, sera dirigé vers la structure qui lui convient le mieux », précise encore Antoine Ketikila.

Au terme de deux années de travail, le projet Enfants des rues de Louvain Coopération a déjà pu venir en aide à plus de 1000 enfants en situation de rue (dont 40% de filles). Une belle avancée, mais qui n'est pas encore suffisante face à l'ampleur de cette problématique. « Le phénomène des enfants des rues va malheureusement grandissant. Avec l'instabilité politique, la dévaluation du franc congolais, le chômage des parents... les enfants ne se retrouvent pas dans cette société », déplore Antoine Ketikila. « Je pense que, pour être plus efficaces, nous devons augmenter la spécialisation de chaque structure, mais aussi miser sur la prévention pour tenter de limiter ce phénomène. »

L'ALPHABÉTISATION : L'UNE DES CLÉS DU DÉVELOPPEMENT

Louvain Coopération considère l'alphabétisation comme l'une des clés de voûtes du développement. Voilà pourquoi nous développons, dans plusieurs zones d'intervention, des cours d'alphabétisation pour les adultes. Grâce à ces formations, ils peuvent lire, écrire, compter et, ainsi, s'investir dans des projets utiles à leur communauté.

Depuis de nombreuses années, l'alphabétisation fait partie intégrante des programmes de sécurité alimentaire et économique dans nos zones d'intervention. Petit à petit, des besoins de structuration liés au développement de plusieurs projets ont naturellement poussé Louvain Coopération à investir dans l'éducation des adultes. En effet, la mise en place de nouvelles structures communautaires (comités locaux de développement, mutuelles de santé, mutuelles de solidarité...) implique la mobilisation de leaders locaux sachant lire, écrire et calculer. Par ailleurs, l'alphabétisation de l'ensemble des membres d'une communauté réduit la méfiance au sein des groupes et des structures, car tout le monde comprend le sens et la signification des traces écrites issues des échanges et des réunions. Les cours d'alphabétisation ont également pour objectif d'encourager l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat des bénéficiaires et de développer leur créativité pour sortir de la pauvreté. Pour Louvain Coopération, l'éducation est un facteur clé pour le développement et l'épanouissement des populations.

Dans les différents projets développés par Louvain Coopération, un cas particulier a été celui du Burundi. Au départ, les cycles d'alphabétisation étaient

principalement destinés à accueillir les nouvelles générations ayant fui en Tanzanie lors des troubles des années 1990. Eduqués en swahili et en anglais, les jeunes burundais s'exprimaient peu ou mal en kirundi et en français, les deux langues officielles de leur pays natal. L'objectif du projet était alors d'améliorer leur expression orale pour faciliter leur réintégration.

Des tremplins de changement

Comme tous les projets de Louvain Coopération, l'alphabétisation des adultes est mise en œuvre par des partenaires locaux spécialisés dans ce domaine : UCODE au Burundi, RAFIA/CDD au Togo et au Bénin, GALE en RDC et ALEFA Menabe à Madagascar. L'ensemble de ces acteurs ont une approche commune dite d'alphabétisation « fonctionnelle et conscientisante ». Fonctionnelle, car les leçons sont orientées pour former des gens aptes à endosser des responsabilités dans leur communauté ; conscientisante, car les alphabétiseurs abordent une série d'enjeux de développement en lien avec la sécurité alimentaire et économique, la santé et l'accès aux soins de santé. Outre l'apprentissage de base, l'objectif est donc réellement de renforcer les capacités des populations dans différents domaines

clés en lien avec leur quotidien. Cette formation sert en quelque sorte de tremplin pour induire des changements sociaux et économiques.

Les cours d'alphabétisation sont dispensés par cycle de formation de six mois et organisés généralement le soir pour ne pas perturber les activités génératrices de revenus des apprenants. Au terme du cycle, les apprenants reçoivent un certificat en cas de réussite à l'évaluation finale. Sauf exception, Louvain Coopération ne construit pas d'infrastructures scolaires mais passe des contrats de location avec diverses structures existantes (école, lieu de culte, salle communale, ...). Les alphabétiseurs sont choisis au sein de la communauté et, dans certains cas, structurés en réseau ou en association pour assurer une pérennité des actions.

Des bibliothèques villageoises ou communales sont également mises en place pour permettre aux « néo-alphabètes » de poursuivre leur formation au-delà de la période de mise en œuvre du programme en continuant à pratiquer avec du matériel de lecture orienté vers leurs besoins. Ces lieux sont primordiaux pour assurer une durabilité des actions de Louvain Coopération et de ses partenaires. Pour que chaque ethnie y ait accès, les partenaires locaux traduisent les ouvrages dans les différentes langues présentes dans leur zone d'intervention. Les bibliothèques nécessitent un investissement et une assiduité de la part des bénéficiaires.

Davantage de femmes

Les cours d'alphabétisation jouent également un grand rôle pour les femmes. Bien souvent, ces dernières quittent les bancs de l'école plus tôt que les garçons car elles doivent s'acquitter des tâches ménagères. Adultes, elles ne possèdent alors pas de réelle maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul. Cette situation les handicape dans de nombreux domaines. Que ce soit pour la gestion du budget du ménage ou pour se lancer dans une activité génératrice de revenus qui permet une plus grande indépendance financière, elles rencontrent des difficultés. Aussi, les femmes sont sous représentées dans les instances dirigeantes de nombreux groupements et leur voix n'est pas suffisamment entendue.

Pour avoir un meilleur équilibre des genres dans les instances de base, les femmes sont donc ciblées en priorité et occupent la majorité des bancs des formations proposées par Louvain Coopération. À travers l'alphabétisation, ce sont aussi l'autonomisation des femmes et le renforcement de l'égalité qui sont visés, les femmes ayant un plus grand contrôle sur leur vie.

“FIÈRE D'ÊTRE ALPHABÉTISÉE”

Denise Ndoriyobija est agri-éleveur, mère de 7 enfants. Elle raconte les nombreuses raisons qui l'ont poussée à s'inscrire dans le Centre d'alphabétisation pour adultes de sa commune.

« Premièrement, je me chamaillais souvent avec mon mari parce que j'étais victime de vols chaque fois que je me rendais au marché pour vendre mes récoltes à cause de mon ignorance en calcul. À une certaine période, mon mari est allé travailler loin de la famille et m'a laissé un téléphone pour garder contact. Cependant je ne pouvais pas l'appeler car je ne savais pas composer les chiffres, alors je devais faire recours à mes voisins. Une autre chose qui me rongait le cœur est que je faisais partie d'un groupe de prière où tout le monde savait lire et écrire. Ils lisaient à haute voix la parole de Dieu et à tour de rôle mais moi jamais, parce que j'étais analphabète », raconte Denise.

« Maintenant que je maîtrise les techniques de lecture et d'écriture, je peux faire face à tous ces handicaps et j'en suis très fière. » L'alphabétisation de Denise a permis de régler tous les tracas de sa vie quotidienne. « Mon mari est à l'aise aujourd'hui parce qu'il sait désormais que lorsqu'il est absent je suis capable de tout garder sous contrôle. J'ai même introduit de nouvelles techniques dans l'exploitation de nos champs telles que je les ai apprises. Par conséquent, le rendement des cultures s'est nettement amélioré par rapport aux années antérieures. Les voisins qui se moquaient de moi en me voyant fréquenter le Centre d'alphabétisation sont étonnés lorsqu'ils regardent ce que je réalise aujourd'hui dans ma vie courante grâce à l'alphabétisation. » Au vu de ces changements aussi positifs que radicaux, les voisins de Denise et même des membres de sa famille ont décidé d'apprendre eux aussi à lire, écrire



et calculer. « L'entourage apprécie et admire ce que j'ai appris quand ils remarquent les changements qui ont été opérés chez moi au terme de la formation en alphabétisation. »

Denise salue la qualité des services exercés par le Centre. « Le projet d'alphabétisation a énormément contribué à l'amélioration de la qualité de ma vie. Les leçons que nous suivons sont organisées de telle sorte que les acquis soient directement mis en application chez nous, dans nos ménages, au sortir des séances d'alphabétisation. »



MADAGASCAR : “ ILS SONT FIERS DE POUVOIR SIGNER ! ”

Prospérine Zanamihaja est la directrice de l'ONG ALEFA Menabe, notre partenaire malgache pour les cours d'alphabétisation. Enseignants de formation, les membres de l'équipe d'ALEFA vivent dans la région du Menabe depuis plusieurs années. « Il est clair que l'illettrisme est un facteur important qui bloque le développement », explique Prospérine. « Les villages et hameaux sont très éloignés les uns des autres et les écoles sont généralement construites dans les agglomérations les plus importantes, loin de certain villages. Par ailleurs, les frais scolaires sont un luxe que certains ne peuvent s'offrir. De nombreuses personnes ne vont donc pas à l'école et ne savent ni lire ni écrire. »

Pour remédier à cette problématique, l'ONG locale organise donc des cours d'alphabétisation sur différents sites. Chaque année, une centaine d'apprenants rejoignent les bancs de ces formations et luttent ensemble contre l'illettrisme. « Tous les gens qui ont plus de 18 ans et qui ne sont jamais allés à l'école peuvent s'inscrire. Généralement, nous n'acceptons pas les personnes qui ont été déjà scolarisées car cela risquerait d'intimider ceux qui viennent pour la première fois. »

Il est difficile d'imaginer, pour une personne qui sait lire et écrire, les conséquences de l'illettrisme. Pourtant, elles sont très nombreuses. « Les gens se rendent aux formations pour savoir lire, écrire et compter, mais aussi pour ne pas être exploités. Dans leur vie de tous les jours, savoir lire et écrire leur permet de vivre mieux, de ne plus avoir de complexe, d'utiliser des téléphones en écrivant des messages, ce qui coûte moins cher que les appels », explique encore Prospérine. « D'un point de vue social, ils sont fiers de pouvoir signer des fiches de présences pendant les réunions et les élections, pouvoir lire les affiches de sensibilisation et les plaques de tous genres. » Des choses qui peuvent paraître anodines, mais qui transforment littéralement le quotidien de ces apprenants.

RDC : “ AUSSI POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS ”

En République Démocratique du Congo, Louvain Coopération s'est entourée du GALE, Groupe Apprenons à Lire et à Écrire, pour lutter contre l'illettrisme avec les populations. Depuis 2008, cette organisation locale a appris à lire, écrire et compter à plus de 7 000 personnes. Dans ces statistiques, on constate un nombre plus élevé de femmes qui suivent la formation. « Plusieurs raisons expliquent cette situation : le nombre des femmes analphabètes est supérieur à celui des hommes car au sein des ménages, l'on privilégie les hommes en ce qui concerne l'éducation. Par ailleurs, les femmes comprennent rapidement et s'intéressent aux actions d'auto promotion plus que les hommes », explique Antoine Mirindi, directeur du GALE.

Selon cet homme de terrain, les apprenants ont trois grandes raisons de suivre les formations du GALE. « D'abord, ils cherchent à savoir lire, écrire et calculer ; bref, avoir accès à l'information écrite. Ensuite, c'est un centre de réflexion sur les problèmes de la communauté et la recherche des réponses en interne ; enfin, nous visons l'autopromotion sociale et économique ainsi que la promotion de la démocratie. L'alphabétisation constitue l'un des piliers de développement au sein de la communauté. Elle permet aux apprenants de comprendre la situation dans laquelle ils se trouvent. Ils l'analysent et agissent en conséquence. C'est donc un outil qui permet aux apprenants de VOIR, JUGER et AGIR. Et du point de vue social, l'alphabétisation permet le rapprochement social, la cohabitation pacifique, l'amélioration de l'alimentation et de l'hygiène ainsi que de l'éducation des enfants, l'amélioration de l'habitat... »

Pour Antoine Mirindi, le développement économique de la RDC doit passer par l'alphabétisation des adultes. « Sur le plan économique, il faut noter que les dépenses consenties par les adultes sont immédiatement rentables, alors que l'éducation des enfants ne l'est qu'à longue échéance. Le développement économique du pays est subordonné à l'existence d'une main d'œuvre qualifiée. Si nous voulons qu'il se produise dans un délai acceptable, nous ne pouvons pas attendre que les enfants soient prêts, il faut donc que les adultes le soient. »

DES CARNETS D'ALPHABÉTISATION POUR LA POPULATION MALGACHE

Catherine Le Clercq, graphiste depuis 14 ans pour Louvain Coopération et artiste, a mis au point un projet de carnets éducatifs dans le cadre du programme d'alphabétisation à Madagascar.

C'est en avril 2016, lors d'une mission à Madagascar que Catherine Le Clercq a eu cette idée en rencontrant l'ALEFA Menabe, le partenaire local de l'ONG pour le projet d'alphabétisation. Elle a pu assister aux cours dispensés aux adultes et a constaté qu'elle pouvait apporter son aide en améliorant les carnets éducatifs. « En tant que graphiste, je peux apporter mon aide, non dans le contenu éducatif mais dans la forme » déclare-t-elle. Tout en conservant les leçons des carnets initiaux, elle a amélioré leur aspect visuel en collaboration avec sa collègue, Fanny Vanderlinden, pour les illustrations. Exclusivement à destination de la population malgache, les illustrations sont adaptées et représentent des situations de leur vie quotidienne.

Quatre nouveaux carnets plus colorés et attractifs ont alors été créés : deux sur le calcul et deux sur l'écriture. Actuellement, l'impression des premiers carnets d'écriture est en cours à Madagascar et ce nouvel outil de travail sera prochainement testé dans les classes d'alphabétisation.

« C'était important que l'impression des carnets se fasse à Madagascar pour diminuer les coûts de transport mais également intégrer la population locale dans ce projet », nous a-t-elle confié. D'autres projets sont en réflexion comme la confection de posters didactiques ou d'outils pédagogiques. Nous espérons que la contribution de Catherine participera à l'amélioration de l'apprentissage de la population malgache et favorisera son bien-être.



Louvain Coopération développe des cours d'alphabétisation dans ses pays d'action: Madagascar, le Burundi, la République démocratique du Congo et, jusqu'en 2016, le Togo. En RDC, deux types d'actions sont mises en place : il y a l'alphabétisation des adultes

dans la province du Sud-Kivu, mais aussi des actions menées auprès des enfants des rues de Kinshasa. En les remettant à niveau, nous espérons les voir retourner rapidement sur les bancs de l'école.



Dans tous ces projets, la lutte contre l'illettrisme est considérée comme un pilier du développement économique, mais aussi social des individus. Bien plus qu'une aide dans la vie de tous les jours, l'alphabétisation offre une fierté personnelle aux individus, qui les pousse à prendre leur destin en main.



PAROLES D'ÉTUDIANTS : UN OUVRAGE PAR ET POUR LA MASSE ESTUDIANTINE

En ce début d'année académique, Louvain Coopération lance un tout nouveau projet : la collection « Paroles d'étudiants », dont le premier ouvrage sortira en Octobre 2018. Une belle façon de développer les connaissances liées aux relations Nord-Sud.

Dès la rentrée académique, Louvain Coopération proposera ce projet aux étudiants de l'UCL et plus particulièrement à ceux inscrits aux cours partenaires du département d'Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire de Louvain Coopération. Les étudiants intéressés et motivés, encadrés par un professeur, devront réaliser des travaux portant sur une thématique choisie annuellement par Louvain Coopération. Les travaux sélectionnés seront ensuite intégrés dans le recueil « Paroles d'étudiants ».

En démarrant ce projet, l'ONG de l'UCL désirait encourager les étudiants à approfondir leurs connaissances d'une thématique portant sur les relations Nord-Sud, tout en valorisant l'interdisciplinarité et la collaboration. Le premier volume de « Paroles d'étudiants » portera sur le thème : « Penser les relations Nord-Sud I – Transitions et minorités ».

Comment y participer ?

Pour participer à ce projet, il suffit d'être étudiant en bachelier ou en master à l'UCL,

ou au sein d'une Haute École affiliée. Encadrés et soutenus par un professeur, les étudiants participants devront traiter du thème annuel, soit « Transitions et minorités » pour la première édition. Ils le feront grâce à leurs connaissances, tout en intégrant la problématique des relations Nord-Sud. Les étudiants devront proposer une contribution de 15 pages tout en respectant les dates limites à savoir le 4 janvier et le 3 juin 2018. Chaque professeur encadrant devra, à la suite de l'écriture des travaux, sélectionner deux à trois contributions qui leur semble adaptées au projet.

Prix Louvain Coopération

À la suite de la première sélection effectuée par les professeurs, Louvain Coopération en opère une seconde où un maximum de 50 travaux sont choisis. Par la suite, l'ONG néolouvaniste met en place un comité de lecture pour la troisième phase de sélection. Enfin c'est le département ECMS de l'ONG qui se réunit pour attribuer le Prix Louvain Coopération à l'un des finalistes.



TRANSITIONS ET MINORITÉS : QU'EST-CE QUE CELA VOUS INSPIRE ?



Le site Réseaux transition, propose une définition : « La Transition est un mouvement de citoyens se réunissant pour ré-imaginer et reconstruire notre monde. Le mot est à la mode : très pratique, il permet d'envisager une grande rupture dans l'organisation de nos sociétés sans pour autant invoquer la violence ou la révolution. Il rassemble et motive à se mobiliser pour relever les grands défis contemporains, qu'ils soient écologiques, sociaux ou économiques. En se rassemblant, les individus sont capables de proposer de nouvelles solutions innovantes, de les partager et de les améliorer collectivement. En pratique, ces citoyens se réapproprient l'économie, suscitent l'esprit d'entreprise, ré-imaginent le travail, développent de nouvelles compétences et tissent des réseaux de liens et de soutien. C'est une approche qui s'est répandue maintenant dans plus de 50 pays, par des milliers d'initiatives dans les villages, les villes, les universités et les écoles. »

Penser la transition, c'est ainsi penser un mouvement collectif de transformation du

modèle sociétal actuel vers un modèle plus durable, ce qui nécessite l'élaboration d'objectifs économiques, politiques, écologiques et sociaux alternatifs. La nécessité de considérer la totalité citoyenne dans cet effort de métamorphose est donc indéniable. Partant de ce postulat, il devient alors indispensable de se questionner sur les minorités, entendues comme groupes d'individus différant de la norme sociétale sur le plan culturel, ethnique, religieux, sexuel, ou encore du genre, et régulièrement objets d'oppression et de discrimination sur base de ces particularités.

Pour étudier le thème « Transitions et minorités », il existe de nombreuses questions à se poser dans de multiples domaines.

Avec son projet « Paroles d'étudiants », Louvain Coopération souhaite vous inciter à questionner ces thématiques et ainsi contribuer à l'élaboration de son premier volume interdisciplinaires « Penser les relations Nord-Sud I – Transitions et minorités ».

UNE ALLIANCE POUR DE MEILLEURES PERFORMANCES : UNI4COOP

L'année 2016 a été une année marquante pour Louvain Coopération. L'ONG de l'UCL a pris la décision de s'allier aux trois ONG universitaires belges francophones autour d'un programme commun avec la volonté de réaliser de nombreux projets et actions au Nord comme au Sud jusqu'en 2021.

Au printemps 2016, lorsque la DGD a ouvert la possibilité aux ONG de composer un programme commun, ULB Coopération (l'ONG de l'ULB), ADG (l'ONG de l'ULg), la FUCID (l'ONG de l'UNamur) et Louvain Coopération ont décidé de s'assembler sous le nom d'Uni4Coop dans le but d'accomplir de multiples projets, au Nord comme au Sud. « Les échanges sur les stratégies respectives ont mis en évidence une cohérence et une complémentarité intéressantes ainsi qu'une réelle volonté d'avancer ensemble », raconte Félix Vanderstricht, directeur général de Louvain Coopération. Cette alliance sur 5 ans permet aux quatre ONG d'unir leurs connaissances notamment grâce à la réalisation d'études ou de recherches-actions, l'appel à des experts universitaires, la sensibilisation des étudiants et une forte connaissance des terrains du Sud.

ADG, un partenaire engagé

Louvain Coopération a choisi de vous présenter l'une de ses ONG partenaires dans ce nouveau numéro du journal Dévelop'. Gros plan donc sur, Aide au Développement Gembloux (ADG), l'ONG de l'Université de Liège. ADG a pour mission de défendre l'exercice des droits fondamentaux des femmes et des hommes en soutenant la souveraineté alimentaire, l'agriculture familiale respectueuse de la terre et des artisans, la transition vers l'agroécologie et la consommation responsable, avec des actions sur la durée. Elle travaille en partenariat

avec la société civile en Belgique, au Bénin, en Bolivie, au Cambodge, au Pérou et au Sénégal tout en s'appuyant sur l'expertise et les compétences universitaires pour réaliser ses missions.

Experte en agroécologie, ADG s'investit grandement pour une alimentation saine au Nord comme au Sud en luttant contre la malnutrition et en soutenant les familles et les organisations paysannes.

C'est pourquoi, en prenant compte des domaines d'expertises d'ADG, Louvain Coopération s'y est alliée pour mener le programme AMSANA (Appui Multisectoriel à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'Atacora) au Bénin. En effet, la zone de l'Atacora, au Nord-Bénin est caractérisée par des conditions agro-climatiques très difficiles, des sols peu fertiles avec une pluviométrie peu abondante, une économie locale dominée par une agriculture d'autosubsistance et nécessite donc une aide extérieure. Le projet AMSANA a pour objectif d'assurer une disponibilité stable des produits vivriers et maraîchers, d'augmenter et de diversifier les revenus et de permettre une meilleure prévention de la malnutrition dans cette région principalement à travers la culture du fonio.

Dans le but d'améliorer la production du fonio, ADG traite de la culture de la céréale dans la commune de Boukombé tandis que Louvain Coopération se concentre sur la transformation et la commercialisation de celle-ci.



Louvain Coopération et ADG espèrent que ce projet d'une durée de 60 mois (d'octobre 2015 à octobre 2020) permettra aux 3300 producteurs de fonio de la région de l'Atacora d'améliorer leur production pour leur permettre une sécurité alimentaire et économique.

Les deux ONG n'ont pas l'intention de s'arrêter là et aspirent à de nombreux autres projets.



INTERVIEW

UN FUTUR MÉDECIN BELGE À MADAGASCAR

Quentin Vô, 24 ans, termine sa sixième année de médecine à l'UCL. En mai dernier, il s'est rendu à Madagascar pour un stage de deux mois, entouré par Louvain Coopération. Il a travaillé dans le service de gynécologie d'un hôpital universitaire de Antananarivo. Une expérience enrichissante, parfois difficile, qu'il livre à l'équipe de Dévelop'.

Pourquoi as-tu décidé de faire un stage dans un pays en voie de développement ?

L'université nous proposait de partir dans certains pays en voie de développement, en collaboration avec Louvain Coopération. J'ai toujours eu envie d'aller voir un peu ailleurs, de découvrir quelque chose de différent. Ce stage, c'était une opportunité de me faire ma propre expérience. J'ai donc sauté sur l'occasion.

Quelles sont les grandes différences que tu as pu constater là-bas par rapport à la médecine belge ?

Le manque de moyens m'a particulièrement marqué. Les patients sont très pauvres et ne peuvent pas toujours payer leurs soins et, au sein même de l'hôpital, il a beaucoup moins de moyens qu'en Belgique. Le matériel manque et le personnel est présent, mais il n'est pas toujours bien formé. Il y a aussi un gros manque d'organisation. En somme, la médecine est guidée par le manque de moyens. Elle est vraiment limitée.

Comment cela s'est passé avec les étudiants malgaches qui travaillaient avec toi ?

Plutôt bien ! J'ai vraiment été bien accueilli. Ils me posaient beaucoup de questions, voulaient savoir comment fonctionne la médecine en Belgique, les différences avec Madagascar... C'était vraiment intéressant de faire ces

échanges. Moi ça m'a permis de comprendre leur système de soins de santé, mais aussi de me rendre compte de la chance qu'on a d'être en Belgique et d'avoir accès à des soins presque gratuitement !

Tu penses que, au niveau médical, tu as appris des choses que tu n'aurais pas pu apprendre en Belgique ?

Oui, clairement. J'ai appris beaucoup de pratique : j'ai pu réaliser des accouchements quasiment seul, poser des actes que je n'aurais jamais fait en Belgique. C'était vraiment très instructif. Evidemment, beaucoup de choses étaient différentes de la Belgique. Mais je pense que, parfois, c'est grâce aux contrastes que l'on comprend mieux ce qui se fait chez nous.

Et, au niveau des cas rencontrés, était-ce fort différent de ce que tu connaissais ?

En fait, comme les patientes consultent souvent tardivement, certaines pathologies sont fort avancées. J'ai vu des bébés naître avec des malformations très graves, suites auxquelles on n'aurait jamais laissé la grossesse aller à son terme en Belgique. Ou encore des cas de cancers très avancés qui, s'ils avaient été pris en charge plus tôt, auraient pu être traités. C'est toujours

“ Pourquoi ne pas essayer d'amener un peu de mon expérience ? Je pense que c'est important d'essayer de faire bouger les choses. ”

le même problème. Comme la population est pauvre, les gens ont peur de venir consulter car les soins de santé sont chers. Et donc ils postposent de plus en plus la consultation et arrivent avec des pathologies très avancées. Parfois, c'est trop tard.

Comment fonctionnent justement les frais de soins de santé à Madagascar ?

L'hospitalisation et les soins sont gratuits dans les hôpitaux publics, mais tous les examens complémentaires et les médicaments sont à la charge du patient. Il n'y a pas d'intervention de l'Etat. Aussi, il faut savoir que tout ce qui est nursing doit être géré par la famille. Elle doit préparer la nourriture du patient, le laver, gérer des draps...



“

Parfois, c'est grâce aux contrastes que l'on comprend mieux ce qui se fait chez nous. ”

C'est très compliqué pour un patient qui se retrouve seul à l'hôpital car il doit se débrouiller pour tout ça.

Comment réagissais-tu face à de telles réalités ?

Au début, c'était tellement différent, que j'avais l'impression d'être spectateur, de ne pas vraiment ressentir la gravité de la situation. Aujourd'hui, j'y repense et je trouve horrible de ne pas pouvoir soigner quelqu'un parce qu'il n'a pas de moyens. Parfois, les médecins donnaient de leur poche pour soigner un patient ou pour faire un examen complémentaire. Il m'est arrivé d'acheter des vêtements pour des bébés qui n'en avaient pas du tout quand ils sont nés. C'est absurde de se dire que quelqu'un peut mourir juste parce qu'il ne sait pas payer un médicament qui coûte 5 euros ! Quand je vois en Belgique tous les moyens qu'on a...

Que retiendras-tu le plus ?

Je pense que c'est l'accueil des étudiants malgaches. Ils étaient vraiment intéressés, toujours prêts à la discussion. Ils ne me jugeaient pas, ne m'écartaient pas. Ça m'a beaucoup marqué. Je retiendrai aussi un cas en particulier. Celui d'une patiente qui a été mal prise en charge et ça s'est mal fini, uniquement à cause d'un manque d'organisation.

Tu voudrais repartir soigner dans le Sud ?

Oui. Je ne sais pas quand, combien de temps, ni où, mais je voudrais repartir. Ici, il y a des choses à faire, mais ce n'est rien comparé aux besoins qu'il y a dans le monde. Pourquoi ne pas essayer d'amener un peu de mon expérience ? Je pense que c'est important d'essayer de faire bouger un peu les choses et, personnellement, je pense que ça apporte beaucoup. Ça permet de se remettre en question et de remettre les soins de santé en Belgique en question.

INTERVIEW

TROIS SEMAINES POUR CONSTRUIRE UNE DÉCORTIQUEUSE

Cet été, Doriane Olewicki, étudiante en 3ème année d'Ingénieur Civil, s'est rendue au Bénin dans le cadre d'un projet IngénieuxSud. L'objectif de son groupe était la « Mise en place d'une décortiqueuse à usage manuel du fonio » au Bénin. À son retour, elle nous confie ses impressions.

Comment as-tu connu IngénieuxSud et pourquoi as-tu eu envie de partir ?

J'ai eu des informations sur ce cours l'année dernière et j'avais une amie qui participait à ce programme. Ce qui me plaisait vraiment c'était l'expérience professionnelle que ça pouvait m'apporter et le fait de partir complètement dans l'inconnu dans des conditions tout à fait différentes d'ici. Avec mon groupe, on est partis au Bénin, un pays où il n'y a pas les mêmes moyens, les mêmes matériaux. Ce sont ces contraintes notamment qui rendaient l'expérience intéressante.

Comment le groupe s'est-il formé et comment avez-vous choisi le thème de votre projet ?

Un de mes amis a lancé l'idée, il m'a invité puis il a invité trois autres amis à lui. On était 5 au total. On s'est tous bien entendu et ça s'est très bien passé. On avait une liste d'une vingtaine de projets dans laquelle on devait choisir le nôtre. On est parti sur le décorticage du fonio pour aider les femmes béninoises parce que c'était un projet qui n'avait encore jamais été abordé.

Comment avez-vous préparé votre mission depuis la Belgique ?

On a commencé par étudier ce qu'était le fonio et à nous renseigner sur les décortiqueuses qui existaient déjà. Les décortiqueuses existantes sont motorisées alors on a étudié leur mécanisme pour en construire une manuelle. L'enjeu était de reproduire le cisaillement qui permet de décortiquer les graines de fonio. On a construit deux prototypes ici mais ils étaient très basiques.

Comment la mission s'est-elle déroulée sur place ?

On a pris 3 jours au début pour savoir par où commencer puis on est allé voir des artisans pour savoir s'ils avaient les compétences et les matériaux nécessaires. Finalement, on a travaillé avec deux artisans de deux ateliers différents. On a alors réalisé un premier prototype mais il ne fonctionnait pas, il n'enlevait pas les coques des graines. Alors on a fait appel à des personnes du CFL (Centre de Formation Liweitari), qui forme des mécaniciens, des maçons... et en faisant appel à eux, on était sûrs qu'ils auraient les connaissances et le matériel adéquats. On a construit la machine ensemble pour qu'ils puissent la reproduire plus tard. Cette deuxième machine était efficace mais elle brisait les grains. Malheureusement, juste après, on a dû rentrer donc on est encore en contact avec le partenaire

“ On a construit la machine ensemble pour qu'ils puissent la reproduire plus tard. ”

local pour mettre en place une machine à base de caoutchouc pour que ça n'agresse plus les grains.

Y a-t-il un aspect de ce voyage qui t'a particulièrement marquée ?

On logeait dans un internat et pour aérer la chambre, on devait ouvrir la porte. Notre chambre était donc toujours ouverte et des enfants passaient pour jouer avec nous ou des voisins venaient pour nous proposer d'aller boire une bière. C'était vraiment convivial.

Comment penses-tu que cette expérience va t'influencer pour l'avenir ?

Il fallait s'adapter et réagir sur le vif. J'ai dû apprendre à communiquer et à me faire comprendre. Ces qualités me serviront toute ma vie. C'était une expérience exceptionnelle que je conseille à tout le monde.





LOUVAIN COOPÉRATION AU PÉROU : RETOUR SUR DOUZE ANNÉES DE COLLABORATION

Cette année, Louvain Coopération tourne la page de son programme soutenu par la Coopération belge au Pérou. Si les activités de l'ONG dans ce pays ne s'arrêtent pas pour autant, ce tournant est l'occasion de faire le bilan de douze années de travail auprès des populations locales.

Début 2000, suite aux exigences de la Coopération belge, Louvain Coopération a centralisé ses activités en Amérique latine sur l'altiplano bolivien. L'ONG de l'UCL considérait tout de même utile d'étendre ses activités au Pérou voisin, en particulier en zone andine où les caractéristiques géographiques et culturelles sont proches de celles que nous connaissons en Bolivie. En 2002, donc, deux ONG locales ont été identifiées pour prendre part à ce projet. El Taller et CEDER soutiennent depuis quelques

années des dynamiques de développement local basées sur des filières économiques (herbes aromatiques, lait, fruits) et souhaitent étendre leurs activités pour avoir un plus grand impact : passer de 70 à 400 producteurs d'herbes aromatiques ; augmenter les quantités produites et le prix de vente du lait et des produits laitiers, soutenir plus de 400 familles dans la production, la transformation et l'exportation régionale d'avocats, citrons, raisin,...

La région d'intervention débute à 2 800 mètres d'altitude, là où finit la ville d'Arequipa, en pleine zone périurbaine agricole, le long de la cordillère des Andes. Elle culmine à 3500 mètres dans la commune de Puquina après avoir traversé les villes de Chiguata, Pocsi, Mollebaya, Polobaya, Quequeña et Yarabamba, autant d'îlots d'activités humaines disséminés

dans une région aride en bordure du désert d'Atacama. Nous y appuyons les producteurs et transformateurs de produits laitiers, la plupart exploitant des parcelles à flanc de collines. Traversons la cordillère pour plonger sur son autre versant désertique, vers Omate, une oasis de production fruitière située à moins de 2000 mètres d'altitude. Cette zone d'intervention couvrait initialement 8 communes et a été étendue au fil des années à 16 communes.

Une réussite à deux niveaux

Le programme au Pérou est une fierté premièrement parce qu'il a largement dépassé ses objectifs en termes de sécurité alimentaire et économique mais, surtout, parce qu'il a été le déclencheur et le moteur d'une dynamique de développement

DES PARTENAIRES TRÈS ACTIFS

Comme tout projet, le succès de celui-ci est intimement lié à la densité et la qualité des partenaires qui l'ont soutenu, en particulier :

- **Les ONG locales El Taller et CEDER** (Centre d'Etudes pour le Développement Régional) qui, en plus de mener avec succès leurs activités propres au sein de ce programme ont su dépasser leur situation concurrentielle. Elles continuent d'ailleurs à collaborer après le départ de Louvain Coopération.
- **Les acteurs locaux** : communes, intercommunale, gouvernement régional, programmes nationaux d'investissement, universités locales, services étatiques ont collaboré avec les 24 coopératives bénéficiaires du programme.
- **Les acteurs privés** comme Fondesurco (caisse d'épargne-crédit agricole), l'importateur suisse Erboristi Lendi ou l'entreprise de certification internationale Imo-Control ont collaboré avec les organisations de bénéficiaires pour les aider à renforcer, étendre ou certifier leurs activités.
- **La Coopération Belge** a été le principal financeur de ce programme qui a pu compter également sur le soutien financier de la Fondation Ford (USA) et de la Fondation Ensemble (France) mais aussi et surtout sur leurs conseils avisés.
- **Les stagiaires et bénévoles**, souvent issus de l'UCL, qui ont apporté leur concours à cette réussite : Yasmine Ngadi, Bruno de Menna, Irène Bronzini, Pauline Marot, Cécile Laurent, Marie Vidoto, Matthias Claux et quatre groupes d'étudiants ingénieurs via IngénieursSud.



économique local, co-construite et portée par les acteurs privés et public.

Initialement, l'objectif était de stimuler la productivité des filières soutenues par le programme ce qui a permis une augmentation de 25 à 40% des rendements des productions de fruits, lait et herbes aromatiques de plus de 1 250 producteurs. Ce travail a aussi permis aux acteurs de la filière laitière de s'affranchir du monopole d'une multinationale et d'augmenter à la fois quantités vendues et prix de vente. Au final, la rentabilité de toute la chaîne de production, pour chaque filière, a augmenté jusqu'à 30%.

Parallèlement à ce travail sur le rendement des filières, Louvain Coopération a, forte de son expérience en Bolivie, conseillé les producteurs

péruviens, notamment en matière de partenariats entre les secteurs public et privé. Au final, 18 communes de la zone d'intervention au Pérou ont créé une intercommunale dont l'une des réalisations a été la construction d'une route permettant de désenclaver les zones et, par-là, stimuler le commerce. En outre, les producteurs, réunis en coopératives et renforcés dans leur gestion, ont négocié avec les gouvernements locaux pour créer et gérer ensemble un fonds d'investissement dédié à l'amélioration de la production. Cette dynamique a déjà soutenu plus de 29 projets pour un montant de près de 2,5 millions d'euros.

« Vu que les capitaux des hommes et des femmes se sont améliorés et que la citoyenneté et la participation citoyenne ont été renforcées, on peut affirmer que le modèle de développement

économique local a contribué de manière significative à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires, assurant ainsi un meilleur accès à une bonne alimentation, éducation et santé ». Si ces mots, tirés du rapport d'évaluation externe de notre plan d'actions 2014-2016, concluent douze années de collaboration entre Louvain Coopération et ses partenaires au Pérou, ils sont aussi porteurs d'avenir. Ils ouvrent la perspective d'autres collaborations à découvrir et à inventer au gré des besoins des populations et des partenaires. L'occasion de se rappeler à quel point cette collaboration nous a enrichi humainement et professionnellement au-delà de toutes attentes.

Merci à nos partenaires et aux populations de nous avoir permis de participer à l'évolution du développement social, humain et économique de la région.

DE LA RATIONALISATION DE LA GESTION DE L'EAU AUX CULTURES DANS LE DÉSERT

Dans toute la zone de production mais plus encore à Omate, l'eau est une denrée extrêmement rare et précieuse pour la production agricole. Après avoir réalisé diverses améliorations d'infrastructures durables dans cette zone sismique (la terre y tremble près de 400 fois par an), CEDER a introduit l'irrigation goutte-à-goutte. Parfaitement adaptée à la vigne, cette innovation a permis d'étendre la superficie agricole de la vallée étroite d'Omate vers ses flancs désertiques, augmentant ainsi de plusieurs dizaines d'hectares la superficie agricole à disposition de près de 400 petits producteurs. Cette nouvelle activité orientée également vers la certification biologique a permis d'ouvrir de nouveaux marchés, notamment en fournissant l'industrie cosmétique européenne de feuilles de vigne biologique !



« AIDER LES GENS À SE RÉALISER, TOUT EN SE RÉALISANT SOI-MÊME »

José Degand est l'un des personnages clé de Louvain Coopération. Ingénieur agronome, ancien doyen de la Faculté des Bioingénieurs de l'UCL, il est à la base de l'ADRAI, Association pour le Développement par la Recherche et l'Action Intégrée, soit l'une des six associations à l'origine de Louvain Coopération. José Degand est resté très longtemps actif au sein de l'ONG de l'UCL. Aujourd'hui, il quitte son conseil d'administration. L'occasion de revenir avec lui sur les moments forts de cette aventure.



José Degand

Au départ, comment l'ADRAI est-elle née ?

L'ADRAI a débuté très modestement, en 1981, lorsque Joseph Meyer, professeur de phytopathologie à l'UCL, et moi-même avons organisé des réunions destinées à sensibiliser les étudiants aux enjeux du développement. Nous accueillions des personnes de tout horizon ayant une expérience acquise dans ce domaine. L'intérêt grandissant, d'autres personnes se sont jointes à nous comme Christian Duqué et Joseph Thirion, ancien fonctionnaire à la FAO. Je garde de Joseph Thirion, l'un des premiers présidents de l'ADRAI, l'image d'un homme réservé et efficace qui a su mettre l'association sur de bonnes voies. Nous formions alors un groupe suffisamment étoffé pour constituer l'ONG, qui devint effectivement l'ADRAI.

Comment l'ADRAI a-t-elle participé à l'émergence de Louvain Coopération ?

En 1997, toutes les associations proches de l'UCL qui avaient un but humanitaire, dont l'ADRAI, se sont rassemblées pour former une ONG sous le nom de Louvain Développement (plus tard Louvain Coopération). Puis l'organisation s'est structurée petit à petit et elle a pris un tournant important lorsque l'ADRAI et l'ONG ont fusionné, en 2000. Elle agissait alors dans 3 domaines principaux : les soins de santé, l'accès aux soins de santé et la sécurité alimentaire et économique. Auxquels s'est ajoutée la sensibilisation auprès des étudiants qui est devenue de plus en plus forte.

Qu'implique la dimension universitaire dans Louvain Coopération ?

A partir du moment où Louvain Coopération assume sa vocation d'ONG universitaire, elle devient une voie permettant à l'UCL d'accomplir son rôle de fournisseur de services à la société. Elle doit alors agir sur les conditions à l'origine des situations d'appauvrissement et d'abandon constatées plutôt que de s'attarder sur les situations elles-mêmes. Nous devons travailler avec des partenaires qui partagent l'idée que nous devons effectuer un échange de savoir et de connaissances avec les gens sur le terrain.

Votre définition du développement

Le développement, c'est un processus grâce auquel, dans une société, chacun se sent progressivement libéré de contraintes qui l'empêchent de vivre un mieux-être... Participer à ce processus consiste à aider les gens à se réaliser tout en se réalisant soi-même.

Mais il faut bien distinguer croissance et développement parce que c'est en suscitant trop la croissance qu'on détruit le développement.

Y a-t-il des anecdotes ou des projets qui vous ont marqués ?

J'ai vécu de nombreuses fois la rencontre difficile entre ceux qui apportent l'aide et ceux qui la reçoivent. Néanmoins, c'est une visite au Bénin qui m'a fort frappé. Nous avons rencontré un roi et sa

“ Il faut bien distinguer croissance et développement parce que c'est en suscitant trop la croissance qu'on détruit le développement. ”

population qui vivaient isolés, le long d'une rivière, seul un pont les reliait aux autres populations. Le pont étant endommagé, nous avons eu une réunion en compagnie du roi, d'autorités publiques et d'étudiants béninois. Au lieu de réparer le pont, certains d'entre nous ont proposé au roi de déplacer son peuple dans une autre région moins isolée.

Le roi nous a alors expliqué qu'ils ne se déplaceraient pas car là où ils habitaient, ils étaient protégés par des fétiches bienfaisants. Le roi disait qu'il était par exemple impossible de faire bouillir l'eau de la rivière. Seuls ceux qui n'y croyaient pas parvenaient à faire bouillir cette eau !

Comment définiriez-vous Louvain Coopération ?

Louvain Coopération est une ONG qui assure pleinement sa vocation d'ONG universitaire avec le souci constant d'équilibrer ses ambitions avec ses moyens.

“ J'ai vécu de nombreuses fois la rencontre difficile entre ceux qui apportent l'aide et ceux qui la reçoivent. ”

Alors, le rapprochement avec l'université s'est fait de manière plus consciente et plus organisée car le rectorat ne savait plus ignorer notre existence. Il y a eu des exigences particulières de la part de l'université comme, par exemple, un certain nombre de personnes actives à l'université parmi les membres de l'ONG. Louvain Développement est donc devenue universitaire. Cela ne s'est pas fait sans quelques difficultés car les membres de l'université n'avaient pas forcément les mêmes objectifs que l'organisation.



AGENDA

BRUNO COPPENS EN SPECTACLE POUR LOUVAIN COOPÉRATION

Depuis 2010, l'humoriste et comédien est le parrain de l'hôpital de Belo-sur-Tsiribihina, une structure de soins construite par Louvain Coopération à Madagascar. Touché par le sort de la population malgache, il propose, aujourd'hui, de mettre son talent au service de cette cause. **Le lundi 18 décembre, à 20h00, à l'Aula Magna de Louvain-la-Neuve,** vous pourrez passer une soirée riche en rire au profit du projet d'agrandissement de l'hôpital de Belo, à Madagascar.

Inscriptions à partir du mois de novembre via le site www.louvaincooperation.org



GAME OF TRAILS : UNE COURSE POUR L'ACCÈS À LA SANTÉ

Une course de deux parcours de 7 et 12 km au cœur de la cité étudiante avec 25 obstacles à franchir pour mêler audace, dépassement de soi et amusement en équipe.

Organisée par l'ASBL Games Of Trails et Louvain Coopération, cette toute nouvelle Mud Race, ou course d'obstacle, débarque à Louvain-la-Neuve le 4 novembre prochain. Ramper, sauter, escalader et s'entraider pour soutenir les mutuelles de santé au Bénin. De nombreux participants, une ambiance du tonnerre et des déguisements sont attendus. Inscriptions : <http://gameoftrails.com>



UN COLLOQUE AUTOUR D'ACHILLE MBEMBE

Auteur de *De la postcolonie, Critique de la raison nègre* ou *Politique de l'inimitié*, Achille Mbembe est l'écrivain d'une œuvre majeure qui a engendré la réflexion dans de nombreuses disciplines des sciences sociales. Il sera présent lors d'un **colloque interdisciplinaire** autour de sa pensée les **lundi 23 octobre (de 9h15 à 16h30) et mardi 24 octobre (de 14h15 à 17h30), à la Ferme du Biéreau.** A la suite de ce colloque, l'Institut d'Analyse du Changement dans l'Histoire et les Sociétés Contemporaines (IACCHOS) récompensera le Professeur Achille Mbembe de son premier Doctorat *honoris causa*.

Programme détaillé et inscription obligatoire sur le site de IACCHOS (places limitées).

Vous m'avez lu et trouvé intéressant ? Ne me jetez pas ! Aidez Louvain Coopération en m'offrant à un(e) ami(e), un(e) voisin(e)... ou laissez-moi dans un endroit de passage, le train ou une salle d'attente afin de faire connaître l'ONG et ses projets. Grâce à vous, Louvain Coopération pourra encore agir auprès de nombreuses populations. MERCI

UNE THÈSE SUR LES MUTUELLES DE SOLIDARITÉ

Maité le Polain est chercheuse pour la Chaire d'Economie Sociale et Solidaire au Sud (CESSS), qui vise à renforcer les liens entre le Centre Interdisciplinaire de Recherche Travail, Etat et Société (CIRTES) de l'UCL et Louvain Coopération. **Le 8 novembre** prochain, elle présentera sa thèse de fin de doctorat, dans laquelle elle se penche sur les Mutuelles de Solidarité (MUSO). Ces associations permettent à leurs membres de mettre en commun des ressources afin de bénéficier de petits crédits pour créer leurs propres activités économiques et de s'entraider en cas de besoin.

Infos à suivre sur le site www.louvaincooperation.org



Tabitha a six ans. Suite au décès de sa maman, elle s'est retrouvée seule dans les rues de Kinshasa. Après un parcours très difficile, elle a finalement été amenée à l'un des centres soutenus par Louvain Coopération. Aujourd'hui, elle a trouvé une famille d'accueil où elle peut se reconstruire. En septembre, elle s'est rendue pour la première fois à l'école.

Pour soutenir les enfants des rues de Kinshasa, Louvain Coopération travaille avec des centres d'accueil. Là, les enfants sont nourris, logés, écoutés, rassurés... Petit à petit, on leur apprend à reprendre une vie normale, en retournant à l'école ou en apprenant un métier pour les plus âgés. Lorsque c'est possible, un travail psychosocial est mené avec la famille pour que l'enfant puisse y retourner. Lorsque ça ne l'est pas, les enfants sont dirigés vers des familles d'accueil où ils pourront grandir à l'abri des dangers de la rue.

Merci pour votre soutien!
Louvain Coopération BE94 3401 1111 1114